

# Financer l'avenir:

Un plan d'action  
pour financer le  
Partenariat mondial  
pour l'Éducation

Seconde édition, avril 2014



FUND THE  
FUTURE  
EDUCATION RIGHTS NOW

[fund-the-future.org](http://fund-the-future.org)

GLOBAL CAMPAIGN FOR  
EDUCATION



En investissant davantage dans l'éducation, nous pourrions accélérer la réduction de la pauvreté, créer des moyens de subsistance plus durables, améliorer la santé à long terme, renforcer l'égalité entre les sexes et favoriser une gouvernance démocratique.



# Financer l'avenir

Pour mettre fin au déficit mondial de financement de l'éducation, il est indispensable de garantir un financement suffisant du Partenariat mondial pour l'éducation – le seul partenariat multilatéral dédié à la scolarisation de tous les enfants pour une éducation de qualité – pendant la période 2015-2018.

## L'éducation est la clé du progrès et de la prospérité

S'ils investissaient davantage dans l'éducation, les dirigeants mondiaux pourraient contribuer à réduire la pauvreté, à créer des moyens de subsistance plus durables, à améliorer la santé à long terme, à renforcer l'égalité entre les sexes et à favoriser une gouvernance démocratique. Autrement dit, l'investissement dans l'éducation aujourd'hui constitue un moyen de financer un avenir meilleur demain.

## Persistence du profond déficit de financement de l'éducation

Pourtant, les financements en faveur de l'éducation restent largement insuffisants, ce qui entraîne une crise dans le secteur éducatif des pays à revenu faible et intermédiaire. Les donateurs en particulier ne respectent pas leurs engagements de soutien à l'éducation de base dans les pays les plus pauvres.

## Une occasion unique de mettre un terme à la crise du financement

Nous avons cette année une occasion unique de renverser cette tendance à l'occasion de la Conférence d'annonce des contributions du Partenariat mondial pour l'Éducation (GPE).

La Campagne mondiale pour l'éducation est un mouvement mondial composé d'organisations de la société civile dont les membres sont des organisations régionales et internationales ainsi que des coalitions nationales dans près de 100 pays. En collaboration avec d'autres réseaux de la société civile, la CME prépare un plan d'action pour le prochain cycle de reconstitution des ressources du GPE. Ensemble, nous appelons tous les partenaires à agir concrètement afin d'apporter les fonds nécessaires pour le cycle 2015-2018 de reconstitution des ressources du GPE.

Pour cela, nous appelons les donateurs et les pays en développement à s'engager au minimum sur les montants suivants lors de la Conférence d'annonce des contributions du GPE qui aura lieu en juin 2014.

- **Les donateurs** doivent s'engager à atteindre l'objectif de la conférence d'annonce des contributions de juin 2014 ciblant 3,5 milliards USD pour la reconstitution des ressources du GPE. Il faut aussi mobiliser 500 millions USD supplémentaires via des sources innovantes afin de fournir au Partenariat mondial pour l'éducation un montant total de 4 milliards USD sur les quatre années de la période de reconstitution des ressources (2015-2018). Les donateurs doivent également accroître leur aide humanitaire en faveur de l'éducation, conformément à leurs engagements pris en 2012 et 2013, et s'assurer qu'un minimum de 4 % de toute l'aide humanitaire est alloué à l'éducation.
- **Les pays en développement** doivent augmenter leur financement pour l'éducation avec des engagements concrets et limités dans le temps. Ceux qui n'ont pas encore atteint l'objectif convenu de 20 % du budget national consacré à l'éducation en général, dont la moitié à l'éducation de base, doivent au plus vite préparer des plans pour ce faire au titre de leur engagement dans la reconstitution des ressources. Au cours de la période de reconstitution des ressources, la hausse des financements intérieurs doit permettre de réunir 16 milliards USD supplémentaires en faveur de l'éducation de base.

« Financer l'avenir : Un plan d'action pour financer le Partenariat mondial pour l'Éducation » explique pourquoi la crise du financement de l'éducation continue à priver les enfants et leurs communautés d'opportunités d'avenir ; décrit le rôle majeur du GPE – aujourd'hui et demain – pour faciliter l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité ; et appelle les donateurs, les pays en développement et le secteur privé à s'engager lors de la conférence d'annonce des contributions du GPE qui aura lieu dans quelques mois afin de témoigner leur soutien au GPE et aux autres initiatives visant à accroître le financement et les opportunités d'éducation.

Photo de couverture: Swada, 13 ans, n'a pas eu accès à l'éducation, mais aujourd'hui elle est inscrite dans une classe de rattrapage pour les réfugiés somaliens. Sans une hausse significative des financements de l'éducation, des enfants comme Swanda n'auront jamais accès à l'éducation de qualité qui les aidera à se construire une vie meilleure © Jonathan Hyams/Save the Children

Photo ci-contre: Ces enfants apprennent l'alphabet à l'école dans l'État du Bengale occidental, en Inde. Mais 57 millions d'autres enfants ne sont pas scolarisés et 250 millions ne savent ni lire ni écrire ni effectuer des calculs élémentaires. © Suzanne Lee/Save the Children



Dans les pays en développement, on dénombre encore 57 millions d'enfants non scolarisés en primaire, environ 130 millions d'enfants qui n'acquièrent pas les connaissances élémentaires de lecture et d'écriture à l'école, et 120 millions d'autres qui décrochent dans les trois premières années.



# L'éducation, un droit fondamental qui n'est pas appliqué

L'éducation de qualité est un droit pour chaque être humain. Malgré cela, dans les pays en développement, 57 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés en primaire, et 69 millions restent exclus du premier niveau d'enseignement secondaire ; et pour ceux qui sont scolarisés, la qualité de l'enseignement est souvent désastreuse.

## Une crise mondiale de la qualité de l'éducation

On estime que 130 millions d'enfants n'acquièrent pas au cours de leurs études les connaissances de lecture et de calcul les plus élémentaires, tandis que 120 millions d'autres décrochent dans les trois premières années. La mauvaise qualité de l'éducation est encore aggravée par le fait qu'il manque 1,6 million d'enseignants dans le monde. Parmi ceux qui sont en poste, des millions ne possèdent ni la formation, ni les qualifications, ni l'appui nécessaires pour dispenser un enseignement correct. En raison du manque de possibilités d'éducation de qualité, 774 millions d'adultes – dont deux tiers de femmes – ne savent ni lire ni écrire<sup>1</sup>.

## Les crises humanitaires privent les enfants et les communautés d'opportunités d'éducation

Les guerres, les conflits et les catastrophes naturelles empêchent des générations entières d'accéder à l'instruction ; des millions d'enfants se retrouvent ainsi sans éducation et sans opportunités, vulnérables à la violence, aux abus et à l'exploitation.

## Une grave menace pour le développement et la réduction de la pauvreté

La crise constante de l'accès à l'éducation et de la qualité constitue une catastrophe pour des millions d'enfants, de jeunes, d'adultes et de familles parmi les plus pauvres dans le monde. L'éducation est un droit qui ouvre la porte aux autres droits, elle a le pouvoir de faire reculer la pauvreté et de contribuer à la réalisation de buts de développement plus larges. Une éducation de qualité constitue la voie vers une vie meilleure, surtout pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Elle aide à réduire la mortalité maternelle et infantile ; à promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et les droits humains ; à combattre la pauvreté chronique, à élever le niveau de vie et à construire la prospérité à long terme ; à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les sexes ; et à mettre en place des économies nationales plus solides et plus équitables<sup>2</sup>.

## Le manque de financements

Le manque de fonds représente l'un des principaux obstacles à la réalisation de l'Éducation pour tous. En 2000, la communauté internationale s'est engagée à ce qu'aucun pays sérieusement déterminé à réaliser l'Éducation pour tous ne verrait ses efforts contrecarrés par l'absence de ressources<sup>3</sup>.

Cette promesse n'a pas été tenue, et la tendance d'un nombre croissant de donateurs à réduire leur aide à l'éducation risque d'éloigner encore davantage sa réalisation. Le plus inquiétant est que l'aide à l'éducation « de base » dans les pays à revenu faible – déjà très limitée au départ – diminue encore plus rapidement que dans d'autres secteurs<sup>4</sup>. Depuis 2009, l'aide à l'éducation de base a chuté de 16 %. Entre 2010 et 2011, seulement l'aide à l'éducation de base a baissé de 6 %, passant de 6,2 à 5,8 milliards USD, une chute considérable par rapport à la baisse de l'aide totale pendant la même période. De plus, seule une part minime de cette aide est allouée aux pays à revenu faible (1,9 milliard USD) et les pays les plus pauvres sont les plus touchés par ces coupes. Au total, les coupes effectuées entre 2010 et 2011 auraient permis de scolariser 1,1 million d'enfants

supplémentaires dans les pays les plus pauvres<sup>5</sup>. L'UNESCO est d'accord pour dire que ces baisses mettent en danger les avancées en direction de l'objectif mondial de scolarisation primaire de tous les enfants.

Parallèlement, l'aide à l'éducation secondaire a diminué de 11 % entre 2004 et 2010 pour se cantonner à 2,2 milliards USD<sup>6</sup>. Les institutions multilatérales ont elles aussi réduit la part de l'éducation de base dans leur aide totale, de 62 % en 2000 à 51 % en 2011<sup>7</sup>. L'aide humanitaire à l'éducation témoigne elle aussi d'une insuffisance chronique. En 2012, l'éducation ne représentait que 1,4 % de l'aide humanitaire par rapport à 2,4 % en 2011, laissant 13 millions de personnes en situation de crise humanitaire privées d'éducation<sup>8</sup>.

À l'échelon mondial, ces tendances entraînent des carences considérables. Le rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (RMS-EPT) estime que le déficit de financement atteint 26 milliards USD par an pour l'éducation de base, ou 38 milliards USD si l'on y inclut le premier niveau de secondaire, et le trou continue à se creuser alors que les donateurs effectuent des coupes sombres dans leurs budgets d'aide<sup>9</sup>. Même si le Partenariat mondial pour l'Éducation ne peut à lui seul combler ces déficits de financement de l'éducation, sa conférence d'annonce des contributions fournit à la communauté internationale une occasion cruciale de se rassembler autour de nouveaux engagements financiers destinés à soutenir l'éducation de base dans les pays à revenu faible entre 2015 et 2018.

## L'éducation : sauver des vies, construire des nations

Si toutes les femmes du monde bénéficiaient d'une éducation primaire, les mariages d'enfants et la mortalité infantile seraient divisés par six, et la mortalité maternelle réduite de deux tiers<sup>10</sup>. Une année de scolarité supplémentaire peut entraîner une hausse de 10 % des revenus d'une personne<sup>11</sup>. On estime aussi que si tous les enfants jouissaient d'un accès équitable à l'éducation, les revenus par habitant pourraient croître de 23 % en 40 ans<sup>12</sup>. Une éducation de qualité pour tous représente donc pour les gouvernements un investissement solide à long terme qui stimule la prospérité individuelle et nationale. L'instruction prend une importance grandissante aujourd'hui où les systèmes de production sont de plus en plus axés sur les connaissances et nécessitent une main-d'œuvre instruite. La pauvreté mondiale pourrait être réduite de 12 % si tous les élèves dans les pays à faible revenu acquéraient des connaissances de base en lecture.

Il apparaît que les bénéfices économiques de l'éducation primaire universelle excèdent de loin le montant des dépenses publiques requises pour y parvenir. De récentes études ont mis en évidence l'importance des pertes économiques nationales associées à la non-scolarisation d'une part importante de la population : en Gambie par exemple, on estime que 10 % du PIB sont perdus chaque année pour cette raison. Au Mali et au Nigeria, les pertes liées au nombre élevé d'enfants non scolarisés sont estimées à deux ans de croissance moyenne du PIB. Globalement, on constate que les pertes causées par l'absence d'éducation des enfants (aux niveaux microéconomique et macroéconomique) dépassent significativement les investissements requis pour mettre en place l'éducation primaire universelle<sup>13</sup>.

Photo: Une fillette syrienne compte sur ses doigts pendant un cours de mathématiques dans une école provisoire au Liban. Des milliers d'enfants ont été affectés par le conflit en Syrie, et certains ont déjà perdu plus de deux années de scolarité.

© Save the Children



Nos efforts collectifs visant à aider le GPE à accomplir sa mission et sa vision seront mis en danger si des financements suffisants ne sont pas réunis pour la prochaine période.



# Le Partenariat mondial pour l'Éducation : un élément vital de notre réponse collective à la crise de l'éducation

Créé en 2002 sous l'appellation Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI-EPT), le GPE occupe une place unique cruciale dans les secteurs de l'éducation et du développement en défendant

## Plus que la somme de ses parties

Une approche inclusive, en rassemblant les gouvernements des pays en voie de développement et les dirigeants des pays donateurs, la société civile, le corps enseignant et le secteur privé en vue de mettre en commun les ressources et les connaissances au profit de l'éducation, à l'échelon national et au niveau mondial. Par cette approche, il apporte un appui stratégique coordonné aux plans éducatifs présentés par les pays dans le but d'offrir à chaque enfant une éducation de base de qualité.

## Un partenariat unique

Il s'agit également du seul mécanisme de financement multilatéral dédié au financement des systèmes d'éducation qui se focalise sur l'aide aux pays à revenu faible afin de développer l'éducation de base de qualité pour tous<sup>14</sup>. Reconnaisant le rôle majeur du GPE dans la création de ce partenariat international, le Groupe de Haut niveau de personnalités éminentes chargé de l'Agenda du développement pour l'après-2015 a signalé dans son rapport au Secrétaire général de l'ONU en 2013 l'efficacité exemplaire du GPE en tant que partenariat financier multilatéral – en faisant remarquer que ce type de collaboration constitue un exemple à suivre pour mettre en œuvre une vision ambitieuse du développement après 2015. En outre, la stratégie du GPE met la priorité sur l'accès équitable à l'éducation pour les enfants les plus marginalisés, notamment les filles, les enfants handicapés ou vivant dans des pays en conflit.

## Une longue liste d'accomplissements

Depuis 2002, le GPE a fourni près de 3,7 milliards USD à 52 pays pour les aider à mettre en place leurs plans éducatifs. Selon les calculs du GPE, cela a permis de scolariser près de 22 millions d'enfants supplémentaires. Les taux d'alphabétisation des jeunes sont passés de 77 % en 2000 à 81 % fin 2010 dans les pays du GPE. Au total, ce sont aujourd'hui 72% des filles qui achèvent leur instruction primaire contre 55 % en 2002. De plus, le GPE a contribué à l'amélioration de la qualité en finançant la formation de quelque 300 000 enseignants<sup>15</sup>.

## Financement suffisant nécessaire pour soutenir la réforme

En dépit de ces résultats et de plusieurs réformes positives les dernières années, il reste encore du chemin à parcourir pour permettre au GPE d'accomplir pleinement sa vision et sa mission (voir Encadré)<sup>16</sup>. C'est pourquoi il est absolument indispensable de réunir des financements suffisants pour que le Partenariat puisse poursuivre son action et continuer à financer des plans nationaux d'éducation crédibles qui permettront de transformer la vie de millions d'enfants grâce à l'éducation.

## Du FTI au GPE : une évolution continue pour améliorer le partenariat

Il y a douze ans, les donateurs se sont réunis à Amsterdam pour lancer l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI-EPT), dans le but d'harmoniser leur soutien aux gouvernements des pays en voie de développement qui présentaient des plans crédibles de réalisation de l'Éducation pour tous. Par cette initiative, ils espéraient catalyser et accélérer les progrès vers l'accomplissement des objectifs de l'Éducation pour tous. Le GPE a joué et continue à occuper un rôle vital dans la réalisation de ces ambitions, mais il reste encore des efforts à faire pour qu'il puisse accomplir pleinement sa mission. Il faut pour cela des engagements durables assurant son fonctionnement efficace avec tous les partenaires : donateurs, pays en développement, secteur privé, fondations... La société civile occupe aussi une place cruciale à tous les niveaux de fonctionnement du Partenariat.

Il y a juste deux ans, le FTI a changé de nom pour devenir le Partenariat mondial pour l'Éducation, et a entrepris des réformes significatives en vue de renforcer son rôle sur la scène internationale. Les réformes relatives à la gouvernance, à la direction et à une meilleure appropriation nationale ont été accueillies avec beaucoup de satisfaction par la société civile. Dans le cadre de ce processus continu de réformes, des efforts ont été entrepris afin d'affiner le modèle de financement du GPE pour mettre davantage en relief la valeur ajoutée qu'apporte le GPE en matière de politique éducative, de financement et de délivrance des services d'éducation à l'échelon national.







## Un monde d'opportunités

Face au déficit actuel des fonds disponibles pour l'enseignement primaire et de premier niveau de secondaire dans les pays du GPE, qui grimpe à 25 milliards USD (en tenant compte des financements des donateurs et des financements domestiques), il est évident que le cycle actuel de reconstitution des ressources du GPE doit absolument déboucher sur de nouveaux engagements significatifs<sup>17</sup>

Cette année, une occasion unique est offerte à la communauté internationale d'inverser les tendances générales du financement de l'éducation de base et de réaffirmer ses engagements de financement des plans présentés par les pays du GPE.

Le 26 juin 2014, des dirigeants des pays en développement et des pays donateurs, des représentants de la société civile, du corps enseignant, des fondations et du secteur privé se retrouveront à Bruxelles pour la Conférence d'annonce des contributions du Partenariat mondial pour l'Éducation (GPE). Ce sera une occasion unique pour la communauté internationale de réaffirmer sa détermination collective à l'égard de l'éducation, et de s'engager publiquement à financer le travail du Partenariat mondial pour l'Éducation entre 2015 et 2018. Il faudra de nouveaux engagements substantiels de la part de tous les acteurs, mais surtout des donateurs, qui devront engager de nouveaux financements significatifs pour combler les besoins de financement externe des plans des pays du GPE.

### Que doivent faire les donateurs pour contribuer à la reconstitution des ressources ?

Actuellement, les engagements des donateurs ne suffisent pas à répondre aux besoins de financement du Partenariat. La demande de financement externe émanant des pays en développement pour soutenir leurs plans nationaux dépasse de loin le montant fourni par la communauté internationale au GPE. En 2013, les demandes adressées au GPE par les pays en développement avoisinaient 1,2 milliard USD. À ce jour, le GPE estime qu'il lui manque 585 millions USD pour répondre avec les contributions des donateurs aux demandes de financement approuvées jusqu'à fin 2014, à la fin du cycle actuel de reconstitution des ressources. On constate clairement que le GPE est soumis à une hausse de la demande sans précédent. Alors que les niveaux de l'aide à l'éducation de base s'effondrent, et que les fonds manquent pour soutenir les plans d'éducation des pays du GPE, il faut à tout prix aider le Partenariat à inverser ces tendances pour qu'il puisse continuer à offrir un soutien prévisible et à long terme aux stratégies des pays. Il faudra pour cela injecter un montant conséquent de nouveaux fonds pendant la Conférence d'annonce des contributions, ce qui exigera une évolution majeure des niveaux actuels d'engagement des donateurs.

Le Partenariat mondial pour l'éducation s'efforce de mobiliser 3,5 milliards USD pour soutenir 66 pays entre 2015 et 2018. Il espère aussi obtenir des fonds supplémentaires grâce à des mécanismes novateurs au cours de la période de reconstitution et à l'accroissement des financements domestiques.

En tenant compte de la demande actuelle et des déficits de financement antérieurs, la campagne « Financer l'avenir » demande aux donateurs de remplir l'objectif de la conférence d'annonce des contributions de juin 2014 ciblant 3,5 milliards USD pour la reconstitution des ressources du GPE. « Financer l'avenir » est aussi un plaidoyer appelant à poursuivre les efforts pour mobiliser davantage de ressources, y compris en faisant appel à des méthodes innovantes, et rassembler 500 millions USD complémentaires pendant la période de reconstitution des ressources, afin de fournir au Partenariat mondial pour l'éducation un montant total de 4 milliards USD sur les quatre années de la période de reconstitution des ressources. Ainsi, la campagne vise à obtenir au total au moins 4 milliards USD en ressources externes pour le fonds au cours de la période de reconstitution. Sans cela, des millions d'enfants ne pénétreront jamais dans une salle de classe ou quitteront l'école sans avoir acquis les connaissances les plus élémentaires.

De plus, la campagne exhorte aussi les donateurs à réaffirmer leur détermination à financer l'éducation dans les situations d'urgence lors de la conférence d'annonce des contributions au GPE, en s'assurant que les besoins éducatifs sont correctement financés dans toutes les réponses humanitaires, et que les allocations réservées à l'éducation dans les budgets humanitaires augmentent globalement de 4 % au moins.

Parallèlement, la campagne poursuit son plaidoyer pour obtenir davantage d'engagements de la part des pays en développement partenaires à partir de leurs budgets intérieurs pendant la période de reconstitution des ressources, afin de rassembler au total les 16 milliards USD de ressources nécessaires pendant les quatre années à venir.

Ensemble, ces nouveaux engagements permettraient d'assurer le succès du cycle de reconstitution des ressources.

Le Partenariat mondial pour l'éducation estime qu'un cycle fructueux de reconstitution des ressources contribuerait à aboutir aux résultats suivants :

- 29 millions d'enfants bénéficieront d'une éducation primaire et de premier cycle de secondaire, dont 23 millions vivant dans des pays fragiles ou en situation de conflit.
- Le nombre d'enfants qui n'achèvent pas le cycle primaire sera divisé par plus de trois, passant de 7,6 millions en 2014 à 4,8 millions en 2018.
- Le pourcentage de filles achevant le cycle primaire et le premier cycle secondaire augmentera de dix points.
- Le nombre d'enfants qui achèvent chaque année un cycle primaire complet avec des acquis fondamentaux en lecture et en calcul enregistrera une hausse de 25 %, passant de 16 millions en 2014 à 20 millions en 2018.

En raison du rôle central de l'éducation pour le développement, les donateurs et les autres acteurs doivent sans attendre s'engager à soutenir financièrement l'éducation dans les prochaines années.





### Que doivent faire les pays en développement pour contribuer à la reconstitution des ressources ?

Il appartient aussi aux pays en développement partenaires du GPE de s'engager fermement dans le cycle 2015-2018 de reconstitution des ressources. La Campagne mondiale pour l'éducation appelle les pays en développement à prévoir des hausses de leurs dépenses intérieures pour l'éducation au travers d'engagements concrets et bornés dans le temps. Ils doivent se conformer au critère international fixant le montant des allocations consacrées à l'éducation à 20 % du budget national, en dédiant à l'éducation de base au moins la moitié de ces fonds, voire plus si nécessaire (en présence de lacunes importantes au niveau de la qualité ou de l'accès).

Sur ce point, les nouvelles sont encourageantes car la plupart des pays ont pris cette orientation. Les budgets intérieurs de l'éducation ont enregistré des hausses significatives au cours des dix dernières années. En Afrique subsaharienne par exemple, les dépenses réelles en faveur de l'éducation ont augmenté de 6 % par an depuis 2000. Mais même lorsque les budgets pour l'éducation se sont accrus de manière substantielle, les financements restent insuffisants par rapport à la demande d'éducation publique. De plus en plus d'enfants sont scolarisés, et les budgets déjà serrés ont atteint leurs dernières limites, ce qui a conduit à un enseignement de mauvaise qualité. C'est pourquoi il faut absolument que les dirigeants des pays en développement continuent à augmenter leurs financements et que le GPE les encourage dans cette voie. Jusqu'à présent, cette approche s'est avérée fructueuse : en moyenne, le financement intérieur des pays en voie de développement partenaires du GPE, en part du PIB, a augmenté de 10 % après que les pays ont adhéré au partenariat. En effet, les pays en développement partenaires du GPE ont augmenté les dépenses publiques en faveur de l'éducation de 15,5 % en 2000 à 18,2 % en 2011. Ceci signifie que, collectivement, les pays du GPE se placent très près de l'objectif fixant à au moins 20 % du budget national les allocations consacrées à l'éducation. Mais pour que l'éducation soit de qualité, il faudra non seulement atteindre ce niveau, mais souvent le dépasser : le GPE doit servir de catalyseur pour y parvenir. Dans le cadre du processus de reconstitution des ressources, tous les pays en développement partenaires du GPE devront alors s'engager dans des plans bornés dans le temps visant à augmenter les allocations financières consacrées à l'éducation. Au total, 16 milliards USD supplémentaires devraient être engagés par les pays en développement partenaires pour les dépenses nationales de l'éducation au cours de la période de reconstitution. Ils devront trouver de nouvelles sources de financement intérieur, par exemple en élargissant l'assiette fiscale ou en optimisant les recettes provenant des industries extractives au bénéfice de l'éducation<sup>18</sup>.

### Conférence d'annonce des contributions du GPE : le secteur privé contribuera-t-il à financer l'avenir ?

Simultanément, alors que les conditions économiques se durcissent, il devient indispensable d'identifier de nouvelles sources de financement et de nouveaux acteurs qui viendront enrichir le Partenariat mondial pour l'Éducation. L'une des nouvelles sources possibles consisterait à accroître les contributions financières à l'éducation publique émanant du secteur privé. Les multinationales pourraient s'acquitter de leur part équitable d'impôts dans les pays en développement. Aujourd'hui, un grand nombre de grandes entreprises ne paient pas les impôts et les taxes qu'elles devraient verser aux pays en voie de développement, alors que ces milliards perdus pourraient être investis pour stimuler le développement national au travers de la construction d'écoles ou de la formation et la rémunération des enseignants. Au total, l'évasion fiscale représente pour les pays en développement une perte annuelle estimée à 160 milliards USD<sup>19</sup>. En Zambie par exemple, les sommes qui sortent du pays à cause de l'évasion fiscale des entreprises correspondent à plus du double du budget annuel total de l'éducation<sup>20</sup>.

De plus, le secteur privé peut aussi s'engager fermement à fournir des contributions financières au GPE. Le Partenariat mondial offre aux entreprises privées un moyen simple et efficace de soutenir l'éducation de base dans les pays à revenu faible par l'entremise d'un programme d'aide de grande qualité. Jusqu'à présent, aucune contribution financière en provenance du secteur privé n'a été versée au Fonds, et généralement, les entreprises privées consacrent des sommes bien trop faibles à l'éducation de base dans les pays à revenu faible. L'UNESCO estime que les grandes fondations et les principales entreprises des pays membres du CAD ne donnent actuellement qu'une somme ridicule de 135 millions USD pour l'éducation de base<sup>21</sup>. En canalisant leurs aides financières au travers du GPE, elles auraient la garantie que les fonds sont utilisés directement pour soutenir les plans nationaux.



Les pays en développement doivent atteindre le niveau fixé internationalement en consacrant au moins 20 % de leurs budgets nationaux à l'éducation, dont au moins la moitié à l'éducation de base.





# Un appel à agir pour financer l'avenir, adressé à tous les partenaires

Les déficits de financement actuels du GPE ont des effets directs catastrophiques sur la vie de millions de filles et de garçons privés d'éducation de qualité, une situation qui ne doit en aucun cas perdurer pendant le cycle 2015-2018 de reconstitution des ressources. C'est aujourd'hui qu'il convient de financer l'avenir. En raison du rôle central de l'éducation pour le développement, et au vu de tout ce qu'il reste à accomplir pour atteindre l'Éducation pour tous, les donateurs ne peuvent attendre plus longtemps avant de s'engager avec vigueur à soutenir l'éducation dans les prochaines années.

Les membres de la Campagne mondiale pour l'éducation et nos alliés de la société civile appellent tous les partenaires du GPE à saisir l'opportunité offerte par la Conférence d'annonce des contributions de juin 2014 pour s'attaquer à la crise du financement de l'éducation et présenter des mesures et des engagements concrets. En particulier, nous exhortons les donateurs à proposer des engagements financiers ambitieux lors de la conférence.

## Nous appelons les donateurs à :

- S'engager collectivement à atteindre l'objectif de reconstitution des ressources d'un montant de 3,5 milliards USD pendant la conférence d'annonce des contributions au GPE en juin 2014.
- Mobiliser 500 millions USD complémentaires à partir de sources innovantes afin de réunir au moins 4 milliards USD pendant les quatre années de la période de reconstitution des ressources (2015-2018). Cela représente un milliard USD par an – un montant qui permettra au Partenariat mondiale de mobiliser des ressources encore plus importantes en vue de combler le déficit de financement de l'éducation mondiale au cours du prochain cycle de reconstitution des ressources.

## Nous appelons les donateurs bilatéraux à :

- Augmenter les fonds disponibles pour l'éducation, d'abord en réservant 20 % de tous les budgets d'aide à l'éducation et ensuite, en allouant au moins la moitié de ces sommes à l'éducation de base dans les pays à revenu faible et intermédiaire.
- Veiller à ce que l'éducation soit suffisamment financée en honorant leurs promesses de longue date d'allouer 0,7 % de leur PIB à l'aide.
- Relever les niveaux des fonds humanitaires consacrés à l'éducation, conformément aux besoins, et atteindre progressivement une allocation minimale de 4 % de l'ensemble de l'aide humanitaire réservée à l'éducation.
- Accroître les fonds disponibles pour l'éducation de base et commencer à rediriger les dépenses pour soutenir les efforts nationaux d'éducation dans les pays à revenu faible en apportant un appui croissant au GPE : certains donateurs pourraient ainsi rediriger une grande partie de leur aide à l'éducation utilisée dans des domaines sans rapport avec l'éducation de base dans les pays à revenu faible, par exemple celle qui est consacrée aux bourses d'études et aux coûts imputés aux étudiants.

## Nous appelons les gouvernements de tous les pays en développement à :

- Augmenter leur financement pour l'éducation avec des engagements concrets et bornés dans le temps. Ceux qui n'ont pas encore atteint l'objectif convenu de 20 % du budget national consacré à l'éducation, dont la moitié à l'éducation de base, doivent préparer des plans dans ce sens au titre de leur engagement dans la reconstitution des ressources.
- Identifier au plus vite des moyens d'augmenter les recettes domestiques, en élargissant l'assiette fiscale et en consacrant une part de ces revenus de manière transparente à l'éducation. Les actions spécifiques à prendre englobent une réforme de la fiscalité progressive, la lutte contre l'évasion fiscale, l'abolition des exonérations fiscales pour les grandes entreprises ainsi que des failles du système fiscal<sup>22</sup>. Il conviendra aussi, dans les pays disposant de vastes ressources naturelles nouvellement exploitées, de faire en sorte que ces fonds soient gérés de façon efficace et transparente et consacrés en grande partie à l'éducation.
- Veiller à ce que les plans et les budgets des secteurs de l'éducation prennent en compte la réduction des risques de catastrophe et les efforts de préparation, de réponse et de redressement en cas de situation d'urgence. En l'absence de plans, de capacités et de ressources, il est difficile pour les établissements scolaires de continuer à assurer les cours et à protéger les enfants et les jeunes en cas de crise ; d'informer les communautés des risques et des mesures à prendre, et de remettre en route les systèmes scolaires après la fin de la crise.

## Nous appelons la Banque mondiale à :

- Honorer sa promesse de fournir une aide IDA supplémentaire à l'éducation de base aux pays les plus nécessiteux en attribuant 1,8 milliard USD par an à l'éducation de base entre aujourd'hui et 2015, et de poursuivre ultérieurement ce soutien.

## Nous appelons l'UE à :

- Garantir que le prochain cadre de financement multiannuel de l'Union européenne alloue au moins 20 % de l'aide au développement à la santé et l'éducation.
- Après les élections européennes de mai 2014, les onze États membres qui ont signé la procédure de coopération améliorée pour la mise en œuvre de la taxe sur les transactions financières devront se mettre d'accord pour allouer explicitement au moins 50 % des recettes prévues au financement du développement et du climat. Une partie de ce pourcentage devra être réservée au GPE pour l'éducation de base dans les pays les plus pauvres du monde.

## Nous appelons les Nations Unies à :

- Défendre la vision de l'EPT et à intégrer des engagements de financement des objectifs éducatifs dans le cadre de l'après-2015. Il faudra réaffirmer et promettre concrètement qu'aucun pays ne sera empêché d'atteindre au niveau national les objectifs éducatifs convenus à l'échelon mondial en raison d'un manque de financement.

## Nous appelons les nouveaux donateurs et les donateurs émergents à :

- Mettre au plus vite la priorité sur la fourniture d'une aide à l'éducation de base bilatérale et multilatérale prévisible.
- Canaliser le soutien multilatéral au travers du Partenariat mondial pour l'Éducation, pour harmoniser leur aide avec les plans nationaux des gouvernements et les contributions des autres donateurs.

## Nous appelons les sociétés du secteur privé à :

- S'engager à fournir des contributions financières au Fonds du GPE lors de la Conférence d'annonce des contributions de juin 2014.
- S'acquitter de façon transparente de tous les impôts dont elles sont redevables dans les pays en développement où elles réalisent des profits et de refuser les exonérations ou les incitations fiscales, les prix de transfert, les mesures agressives d'évitement fiscal ou l'utilisation de paradis fiscaux, car tous ces comportements privent les pays des fonds dont ils ont besoin pour investir dans l'éducation.

En tant que membres de la société civile, nous nous engageons à soutenir le Partenariat mondial pour l'Éducation et à exiger des gouvernements, des donateurs et des entreprises qu'ils rendent compte de leurs actions en faveur de l'Éducation pour tous. Nous participerons à l'élaboration et au suivi des plans sectoriels de l'éducation, en y incluant les voix des plus pauvres et des plus marginalisés. Nous plaiderons en faveur d'une hausse des allocations à l'éducation, dans l'optique de garantir l'équité et la justice dans les allocations ; nous veillerons à l'efficacité, à la transparence et à l'égalité par des activités de surveillance et de suivi budgétaire ainsi que des actions de plaidoyer.

Photo: Des enfants dans un camp de déplacés intérieurs au nord de la RDC montrent avec fierté leurs manuels et leur matériel scolaire. Il est indispensable que les donateurs, les gouvernements nationaux et tous les partenaires se mettent d'accord pour financer l'avenir et assurer à tous les enfants, y compris les plus vulnérables, l'accès à une éducation de qualité. © Norwegian Refugee Council





## À propos de cette publication

« Financer l'avenir : Un plan d'action pour financer le Partenariat mondial pour l'Éducation » explique pourquoi la crise du financement de l'éducation continue à priver les enfants et leurs communautés d'opportunités d'avenir ; décrit le rôle majeur du GPE – aujourd'hui et demain – pour faciliter l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité ; et appelle les donateurs, les pays en développement et le secteur privé à s'engager lors de la conférence d'annonce des contributions du GPE qui aura lieu dans quelques mois afin de témoigner leur soutien au GPE et aux autres initiatives visant à accroître le financement et les opportunités d'éducation.

## Remerciements

Le présent appel à l'action est le résultat d'une initiative collaborative de plusieurs membres de la CME et d'autres collègues de la société civile, sous la coordination d'Emily Laurie, Joseph Nhan-O'Reilly et Jo Walker. Nous tenons également à remercier les personnes suivantes pour leurs commentaires et leurs contributions :

Helle Gudmandsen et Else Østergaard (Ibis et GCE Danemark), David Archer (ActionAid et membre du Conseil d'administration du GPE), Joseph Nhan-O'Reilly (Save the Children et membre du Conseil d'administration du GPE), Emily Laurie (Plan International), Leticia Silvela Coloma (Campaña Mundial por la Educación España – GCE Espagne), Carole Coupeze (Campagne Mondiale pour l'Éducation pour Tous - CME France - avec Solidarité Laïque), Sandra Dworack (GCE Allemagne – Oxfam Allemagne), Tony Baker (Results US), Dan Jones (Results UK), Stephen Brown (Global Poverty Project), Rasheda K. Choudhury, Matti Kohonen (Oxfam International), Bernie Lovegrove, Maria Khan, Cecilia Soriano Rene Raya (ASPBAE), Anne Pakoa (Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition), Mahesh Chandrasekar (Leonard Cheshire Disability), Julia McGeown (Handicap International UK), Yana Zayed (Able Child Africa), Heather Saunders (Plan UK), Shaharazad Abuel-Ealeh, Kjersti Mowe, Caroline Pearce, Jo Walker (Secrétariat mondial de la CME), Camilla Croso (Campagne d'Amérique latine pour le droit à l'éducation – CLADE), Monique Fouilhoux et Assibi Napoe (Internationale de l'Éducation), Reinaldo Jorge Sive (Réseau africain de campagne pour l'Éducation pour tous - ANCEFA), Bright Appiah (GCE Ghana et ANCEFA), Alberto Croce (Campana Argentina por el Derecho a la Educacion (CADE), Elie Jouen et Kailash Satyarthi (Marche mondiale contre le travail des enfants), Kevin Roussel (Oxfam International), Refaat Sabbah (Réseau arabe de l'éducation aux droits humains et à la citoyenneté, ANHRE).

## Références

- UNESCO Rapport mondial de suivi 2013/14 : Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous
- Ibid.
- UNESCO, 2000, Cadre d'action de Dakar sur l'Éducation pour tous : Respecter nos engagements collectifs.
- Le terme d'« éducation de base » est employé ici dans le sens défini par le CAD, c'est-à-dire en incluant quelques années initiales et l'éducation de base des adultes ainsi que le financement de l'école primaire en général. Cette définition diffère légèrement de la classification du GPE qui englobe l'éducation primaire et le premier niveau de secondaire.
- Il semble que le financement de l'éducation de base dans les pays les plus pauvres a chuté de 7 %, soit 149 millions au total entre 2010 et 2011. Brookings Institution et RMS de l'UNESCO, Financing for Global Education: Opportunities for Multilateral Action [www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/09/financing%20global%20education/basic%20education%20financing%20final%20%20webv2.pdf](http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/09/financing%20global%20education/basic%20education%20financing%20final%20%20webv2.pdf)
- UNESCO Rapport mondial de suivi 2013/14 : Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous
- Brookings Institution et RMS de l'UNESCO, Financing for Global Education: Opportunities for Multilateral Action
- UNESCO Rapport mondial de suivi 2013/14 : Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous
- Juin 2013, UNESCO, Document d'orientation 09 : « Schooling for millions of children jeopardized by reductions in aid ». À consulter ici : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002211/221129E.pdf>
- Ibid.
- UNESCO, 2011, Education Counts: Towards the Millennium Development Goals.
- UNESCO Rapport mondial de suivi 2013/14 : Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous
- Research for Development, 2013, Exclusion from Education: The Economic Costs of Out of School Children in 20 Countries. <http://r4d.org/sites/resultsfordevelopment.org/files/resources/Exclusion-from-Education-Final-Report.pdf>
- Il convient de noter que le GPE se concentre exclusivement sur le financement d'une partie de l'agenda de l'EPT, en se focalisant sur le financement de l'enseignement primaire et secondaire de premier niveau. Face au manque de fonds dans tous les secteurs de l'éducation, la CME rappelle qu'il faut également continuer à exercer des pressions sur tous les acteurs afin de financer intégralement l'EPT.
- Global Partnership for Education, 2013, How the Global Partnership for Education Adds Value.
- L'examen du DfID et celui mené par AusAid ainsi que plusieurs autres donateurs ont fait état de la rentabilité du travail effectué par le GPE.
- Selon les notes présentées au Conseil d'administration du GPE en novembre 2013 <http://www.globalpartnership.org/media/Board/Addis-2013/2013-12-GPE-Board-Meeting-Report.pdf>
- Des moyens concrets pour y parvenir sont exposés dans la publication de la CME (2013) : « Imposer l'équité : Financer l'éducation pour tous avec des recettes domestiques » À télécharger ici : <http://www.campaignforeducation.org/en/resources>
- Christian Aid (2009): False Profits: Robbing the Poor to Keep the Rich Tax-Free,
- CME 2013 : « Imposer l'équité : Financer l'éducation pour tous avec des recettes domestiques »
- Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous, Février 2013, Document d'orientation 06 : Education for All is affordable – by 2015 and beyond
- Il est absolument indispensable d'aider les dirigeants des pays en voie de développement à élargir leur assiette fiscale, afin de les aider à se libérer de la dépendance à l'aide : nous invitons les donateurs à fournir un support financier et technique pour développer les compétences des services fiscaux dans ces pays.

Photo : Tripty, 10 ans, prêt à s'instruire dans une école primaire du Bangladesh. C'est grâce aux fonds versés à l'éducation que des enfants comme Tripty peuvent être scolarisés et acquérir les capacités qui les aideront à s'épanouir. © GMB Akash/Panos Pictures. Save the Children

## À propos de « Financer l'avenir »

« Financer l'avenir : Un plan d'action pour financer le Partenariat mondial pour l'Éducation » explique pourquoi la crise du financement de l'éducation continue à priver les enfants et leurs communautés d'opportunités d'avenir ; décrit le rôle majeur du GPE – aujourd'hui et demain – pour faciliter l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité ; et appelle les donateurs, les pays en développement et le secteur privé à s'engager lors de la conférence d'annonce des contributions du GPE qui aura lieu dans quelques mois afin de témoigner leur soutien au GPE et aux autres initiatives visant à accroître le financement et les opportunités d'éducation.

## La Campagne mondiale pour l'éducation

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition de la société civile qui appelle les gouvernements à offrir à tous le droit à une éducation de qualité publique et gratuite. S'appuyant sur ses réseaux régionaux et mondiaux dans 90 pays et des dizaines d'autres, la CME compte parmi ses membres des organisations de terrain, des syndicats d'enseignants, des groupes de défense des droits de l'enfant et des ONG internationales.

## La société civile et le Partenariat mondial pour l'Éducation

Quatre représentants de la société civile sont élus au terme de chaque période parmi l'ensemble des membres de la CME et d'autres organisations de la société civile. Les quatre représentants actuellement en poste sont David Archer (ActionAid International), Cheikh Mbow (COSYDEP Sénégal), Joseph Nhan-O'Reilly (Save the Children UK) et Madiana Samba (EFA Sierra Leone).

## Membres de la CME

### AFRIQUE

**Algérie** : Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) **Angola** : Rede de Educação Para Todos (EPT) **Bénin** : Coalition Béninoise des Organisations pour l'EPT (CBO-EPT) **Burkina Faso** : Coalition Nationale EPT du Burkina Faso (CNEPT) **Burundi** : Coalition pour l'Éducation Pour Tous (BAFASHEBIGE) **Cameroun** : Cameroun Education For All Network (CEFAN) **Cap Vert** : Rede Nacional da Campanha de Educação Para Todos (RNCEPT) **Djibouti** : FADE **Éthiopie** : Basic Education Association in Ethiopia **Gabon** : CONSEG **Gambie** : EFA Campaign Network (EFANET) **Ghana** : Ghana National Education Campaign Coalition (GNECC) **Guinée-Bissau** : Réseau de la Campagne de l'Éducation Pour Tous Guinée-Bissau (RECEPT/GB) **Kenya** : Elimu Yetu Coalition **Lesotho** : Campaign for Education Forum (CEF) **Liberia** : Liberia Technical Committee on EFA (LETCOM) **Malawi** : Civil Society Education Coalition (CSEC) **Mali** : Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Éducation Pour Tous (COSCEPT) **Maroc** : Moroccan Coalition of Education for All **Maurice** : DCI **Mauritanie** : COMEDUC **Mozambique** : Movimento de Educação para Todos (MEPT) **Niger** : Coordination Nationale des Associations, Syndicats et ONGS pour la Campagne EPT (ASO-EPT) **Nigeria** : Civil Society Action Coalition for Education For All (CSACEFA) **Ouganda** : Forum for Education NGOs in Uganda (FENU) **République Démocratique du Congo** : Coordination Nationale Pour l'Éducation Pour Tous (CONEPT) **Sénégal** : Coordination des ONG et Syndicats pour la Défense d'une Éducation Publique de Qualité (COSYDEP) **Sierra Leone** : Education For All Sierra Leone (EFASL) **Somaliland** : Somaliland Network for EFA (SOLNEFA) **Soudan** : Sudanese Network For Education For All (SNEFA) **Tanzanie** : Tanzania Education Network/ Mtandao wa Elimu Tanzania (TEN/MET) **Togo** : Coalition Nationale Togolaise pour l'EPT **Zambie** : Zambia National Education Coalition (ZANEC) **Zimbabwe** : Education Coalition of Zimbabwe (ECOZI)

### ASIE

**Afghanistan** : Movement for Support of Quality Education in Afghanistan (MSQEA) **Australie** : Australia Coalition for Education and Development (ACED) **Bangladesh** : Campaign for Popular Education (CAMPE) **Cambodge** : NGO Education Partnership (NEP) **Îles Salomon** : Coalition For Education Solomon Islands (COESI) **Inde** : National Coalition for Education NCE **Indonésie** : NEW Indonesia **Japon** : Japan NGO Network for Education (JNNE) **Mongolie** : All For Education! National Civil Society Coalition of Mongolia (AFE Mongolia) **Népal** : NCE Nepal **Pakistan** : Pakistan Coalition for Education (PCE) **Papouasie Nouvelle-Guinée** : PNG Education Advocacy Network (PEAN) **Philippines** : Civil Society Network for Education Reforms (E-Net Philippines) **Sri Lanka** : Coalition for Educational Development (CED) **Timor oriental** : Timor Leste Coalition for Education (TLCE) **Vanuatu** : Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition (VEPAC) **Vietnam** : Vietnam Coalition on Education for All (VCEFA)

### MOYEN-ORIENT

**Égypte** : Egyptians Without Borders For Development **Irak** : Iraqi Alliance for Education (IAE) **Israël** : DCI **Jordanie** : Jordanian National Coalition for EFA **Liban** : Arab Network for Popular Education (ANPE) **Palestine** : Palestinian Education Coalition **Yémen** : Yemeni Coalition for Education for All

### AMÉRIQUE LATINE

**Argentine** : Campaña Argentina por el Derecho a la Educación (CADE) **Bolivie** : Foro Educativo Boliviano (FEB) **Brésil** : Campanha Nacional pelo Direito à Educação **Chili** : Foro por el Derecho a la Educación **Colombie** : Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación **Costa Rica** : Agenda Ciudadana por la Educación **Équateur** : Contrato Social Por la Educación Ecuador **Guatemala** : Colectivo de Educación para Todas y Todos **Haïti** : Regroupement Éducation pour Toutes/Tous (REPT) **Mexique** : Incidencia Civil en la Educación (ICE) **Nicaragua** : Foro de Educación y Desarrollo Humano De La Iniciativa Por Nicaragua **Paraguay** : Foro por la Derecho a la Educación **Pérou** : Campaña Peruana por el Derecho a la Educación (CPDE) **République dominicaine** : Foro Socioeducativo República Dominicana **Salvador** : Comité Nacional de la Campaña de Educación para Todos

### EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD

**Albanie** : Children's Human Rights Centre of Albania (CRCA) **Allemagne** : Globale Bildungskampagne (GCE Germany) **Arménie** : Armenian Constitutional Right-Protective Centre **Canada** : Canadian GCE Alliance **Danemark** : The Danish NGO Education Network **Espagne** : Campaña Mundial por la Educación en España **États-Unis** : GCE US **France** : Solidarité Laïque **Irlande** : GCE Ireland **Italie** : Coalizione Italiana delle Campagna Globale per l'Educazione (CGE) **Norvège** : GCE Network Norway **Pays-Bas** : GCE Netherlands **Portugal** : Campanha Global pela Educação **Roumanie** : Coalitia Globala pentru Educatie - GCE Romania **Royaume-Uni** : GCE UK **Suède** : Swedish EFA Forum **Suisse** : Réseau Suisse des Partenaires pour l'Éducation

### RÉGIONAL

Africa Network Campaign for Education for All | Arab Campaign for Education for All | Arab Network for Civic Education | Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education | Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación | Consejo de Educación de Adultos de América Latina | Fédération Africaine des Associations Nationales de Parents d'Elèves et Etudiants (FAPE) Fe y Alegria | Fundacion Ayuda en Accion | Red de Educación Popular Entre Mujeres de América Latina y el Caribe (REPEM)

### INTERNATIONAL

ActionAid International | CAMFED | CBM International | ChildFund International | Comic Relief Education International | Global March Against Child Labour | IBIS | Inclusion International | International Day of the African Child and Youth | Light for the World | Oxfam International | Plan International | Public Services International | Results Educational Fund | Save the Children | SightSavers International | The Consultative Group on Early Childhood Care and Development | VSO International | WorldVision International

fund-the-future.org

La campagne Financer l'avenir et cette publication bénéficient du soutien de l'Open Society Foundation et du Global Poverty Project.

Seconde édition, avril 2014

Conception : Creative Coop  
www.creative-coop.com